



## DOCUMENTATION FINANCIERE

DOSSIER DE PRESENTATION FINANCIERE D'UN EMETTEUR DE TCN	
Nom du programme	LAFARGE S.A - Billets de trésorerie
Nom de l'émetteur	LAFARGE S.A
Type de programme	Billets de Trésorerie
Plafond du programme	3 000 000 000 Euros
Garant	Sans objet
Notation du programme	Noté B par Standard and Poor's
Arrangeur	Sans objet
Agent(s) Domiciliataire(s)	BNP-Paribas
Agent(s) Placeur(s)	Natixis, HSBC France, Société Générale, BNP-Paribas, Crédit Agricole CIB, CIC, BRED Banque Populaire, ING Bank
Date de signature du Dossier de Présentation Financière	23 juillet 2014
Mise à jour par avenant (le cas échéant)	Sans objet

Etabli en application des articles L 213-1 A à L 213-4-1 du Code monétaire et financier

Un exemplaire du présent dossier est adressé à la

**BANQUE DE FRANCE**  
**Direction Générale des Opérations**  
**Direction pour la Stabilité Financière (DSF)**  
**35-1134 Service des Titres de Créances Négociables**  
**39, rue Croix des Petits Champs**  
**75049 PARIS CEDEX 01**  
A l'attention du chef de service

1. DESCRIPTION DU PROGRAMME D'EMISSION		
Article D. 213-9, II, 1° et 213-11 du Code monétaire et financier et Article 1 de l'arrêté du 13 février 1992 modifié et les réglementations postérieures		
1.1	Nom du Programme	LAFARGE S.A - Billets de trésorerie
1.2	Type de programme	Billets de Trésorerie
1.3	Dénomination sociale de l'Emetteur	LAFARGE S.A
1.4	Type d'émetteur	Entreprise non financière
1.5	Objet du Programme	Couverture des besoins de trésorerie
1.6	Plafond du Programme	3 000 000 000 Euros (ou contre-valeur de ce montant en devises étrangères)
1.7	Forme des titres	Dématérialisés
1.8	Rémunération	<p>La rémunération des billets de trésorerie est fixe ou variable, à des taux usuels du marché interbancaire, monétaire ou obligataire.</p> <p>Dans le cas d'une émission comportant une option de remboursement anticipé, de prorogation ou de rachat, les conditions de rémunération des billets de trésorerie seront fixées à l'occasion de l'émission initiale et ne pourront pas être modifiée ultérieurement, notamment à l'occasion de l'exercice de l'option de remboursement anticipé, de prorogation ou de rachat.</p>
1.9	Devises d'émission	USD, CHF, GBP, CAD et Euro
1.10	Maturité	<p>L'échéance des Billets de Trésorerie sera fixée conformément à la législation et à la réglementation française, ce qui implique qu'à la date des présentes la durée des émissions de Billets de Trésorerie ne peut être supérieure à 1 an (365 jours ou 366 jours les années bissextiles).</p> <p>Les Billets de Trésorerie peuvent être remboursés avant maturité en accord avec les lois et les réglementations applicables en France.</p> <p>Les Billets de Trésorerie émis dans le cadre du Programme pourront comporter une ou plusieurs options de prorogation de l'échéance (au gré de l'Émetteur, ou du détenteur, ou en fonction d'un (ou plusieurs) événement(s) indépendant(s) de l'Émetteur et ou du détenteur).</p> <p>Les Billets de Trésorerie émis dans le cadre du Programme pourront aussi comporter une ou</p>

		<p>plusieurs options de rachat par l'Émetteur (au gré de l'Émetteur, ou du détenteur, ou en fonction d'un (ou plusieurs) événement(s) indépendant(s) de l'Émetteur et / ou du détenteur).</p> <p>L'option de remboursement anticipé, de prorogation ou de rachat de Billets de Trésorerie, s'il y a lieu, devra être spécifiée explicitement dans le formulaire de confirmation de toute émission concernée.</p> <p>En tout état de cause, la durée de tout Billet de Trésorerie assortie d'une ou de plusieurs de ces clauses, sera toujours, toutes options de remboursement anticipé, de prorogation ou rachat comprises, conforme à la réglementation en vigueur au moment de l'émission du dit Billet de Trésorerie.</p>
<b>1.11</b>	<b>Montant unitaire minimal des émissions</b>	150 000 euros ou contrevaletur de ce montant en devises étrangères
<b>1.12</b>	<b>Dénomination minimale des TCN</b>	En vertu de la réglementation, le montant minimum légal des Titres de Créances Négociables émis dans le cadre de ce programme doit être de 150 000 euros ou la contrevaletur de ce montant en devises déterminée au moment de l'émission
<b>1.13</b>	<b>Rang</b>	Optionnel <sup>1</sup>
<b>1.14</b>	<b>Droit applicable</b>	Français
<b>1.15</b>	<b>Admission des titres sur un marché réglementé</b>	Non
<b>1.16</b>	<b>Système de règlement-livraison d'émission</b>	Euroclear France
<b>1.17</b>	<b>Notation(s) du Programme</b>	<p>Noté B par Standard and Poor's (fiche de notation jointe en annexe).</p> <p>Les notations sont susceptibles d'être revues à tout moment par les agences de notation. Les investisseurs sont invités à se reporter aux sites internet des agences concernées afin de consulter la notation en vigueur.</p>
<b>1.18</b>	<b>Garantie</b>	Sans objet
<b>1.19</b>	<b>Agent(s) Domiciliaire(s)</b>	BNP-Paribas
<b>1.20</b>	<b>Arrangeur</b>	Sans objet
<b>1.21</b>	<b>Mode de placement envisagé</b>	<p>Placement via des agents placeurs:</p> <p>Natixis, HSBC France, Société Générale, BNP-</p>

<sup>1</sup> Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas.

		<p>Paribas, Crédit Agricole CIB, CIC, BRED Banque Populaire, ING Bank.</p> <p>L'Emetteur pourra ultérieurement remplacer un Agent Placeur ou nommer d'autres Agents Placeurs ; une liste à jour desdits Agents Placeurs sera communiquée aux investisseurs sur demande déposée auprès de l'Emetteur.</p>
<b>1.22</b>	<b>Restrictions à la vente</b>	Optionnel <sup>2</sup>
<b>1.23</b>	<b>Taxation</b>	Optionnel <sup>2</sup>
<b>1.24</b>	<b>Implication d'autorités nationales</b>	Banque de France
<b>1.25</b>	<b>Coordonnées des personnes assurant la mise en œuvre du Programme</b>	<p>Patrice TOURLIERE  Directeur Financement, Trésorerie, Assurances  61, rue des Belles Feuilles  75116 Paris  Tel : +33 1.44.34.11.64  Fax : +33 1.44.34.11.14  E-mail : <a href="mailto:patrice.tourliere@lafarge.com">patrice.tourliere@lafarge.com</a></p> <p>Marie-Cécile COLLIGNON  Juriste  61, rue des Belles Feuilles  75116 Paris  Tel : +33 1.44.34.18.77  Fax : +33 1.44.34.11.48  E-mail : <a href="mailto:marie-cecile.collignon@lafarge.com">marie-cecile.collignon@lafarge.com</a></p>
<b>1.26</b>	<b>Informations complémentaires relatives au programme</b>	Optionnel <sup>2</sup>

---

<sup>2</sup> Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas

2. DESCRIPTION DE L'EMETTEUR		
<b>Article D. 213-9, II, 2° du Code monétaire et financier et Article 2, I et II du 3° de l'arrêté du 13 février 1992 modifié et les réglementations postérieures</b>		
<b>2.1</b>	<b>Dénomination sociale de l'émetteur</b>	LAFARGE S.A
<b>2.2</b>	<b>Forme juridique, législation applicable à l'émetteur et tribunaux compétents</b>	LAFARGE est une société anonyme de droit français, régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et notamment par le code de commerce. Le tribunal compétent est le Tribunal de Commerce de Paris.
<b>2.3</b>	<b>Date de constitution</b>	2 juin 1884
<b>2.4</b>	<b>Siège social et principal siège administratif (si différent)</b>	61, rue des Belles Feuilles, 75116 Paris
<b>2.5</b>	<b>Numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés</b>	RCS PARIS B 542 105 572
<b>2.6</b>	<b>Objet social résumé</b>	En France et à l'étranger, acquisition et gestion de toutes participations industrielles ou financières relevant notamment de ses deux grandes activités : ciment, bétons et granulats (article 2 des statuts de la société)
<b>2.7</b>	<b>Description des principales activités de l'émetteur</b>	<p>Lafarge S.A. est une société anonyme de droit français. Nous fabriquons et vendons, principalement sous le nom commercial "Lafarge", les produits principaux suivants dans le monde entier : ciment, granulats et béton prêt à l'emploi. Nos produits sont utilisés pour construire ou rénover des ouvrages de travaux publics ainsi que des bâtiments commerciaux et résidentiels. Nous sommes un leader mondial des matériaux de construction. Nous estimons, sur la base d'analyses internes et externes, que Lafarge est leader mondial sur le marché du ciment, deuxième producteur mondial de granulats et quatrième producteur mondial de béton prêt à l'emploi.</p> <p>1) Description des principales activités et des principales catégories de produit:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Voir les pages 28 à 41 du Document de référence 2013</li> <li>○ Voir les pages 32 à 43 du Document de référence 2012</li> </ul> <p>2) Chiffre d'affaire réalisé au cours des deux derniers exercices par branche d'activité et marchés géographiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Voir les pages 49 à 56 du Document de référence 2013</li> <li>○ Voir les pages 52 à 62 du Document de référence 2012</li> </ul>
<b>2.8</b>	<b>Capital</b>	Au 31 décembre 2013, le capital de Lafarge S.A. s'élève à 1 149 461 588 euros. Il est divisé en

		287 365 397 actions dont la valeur nominale est de 4 euros
<b>2.8.1</b>	<b>Montant du capital souscrit et entièrement libéré</b>	1 149 461 588 euros au 31 décembre 2013
<b>2.8.2</b>	<b>Montant du capital souscrit et non entièrement libéré</b>	Le capital souscrit est entièrement libéré.
<b>2.9</b>	<b>Répartition du capital</b>	(Détenition en % du capital social au 31.12.13:  Groupe Bruxelles Lambert: 20,9 % NNS Holding Sàrl: 13,9 % Dodge & Cox: 7 % Autres Institutionnels : 46,2% Actionnaires individuels : 12 % Actions détenues par le groupe : -
<b>2.10</b>	<b>Marchés réglementés où les titres de capital ou de créances de l'émetteur sont négociés</b>	Les actions de Lafarge SA sont cotées sur NYSE Euronext (Paris), code ISIN FR0000120537, Symbole LG.
<b>2.11</b>	<b>Composition de la Direction</b>	<b>Président-Directeur général : Bruno LAFONT</b>  <b>Comité Exécutif Groupe :</b>  Sonia ARTINIAN, Directrice générale adjointe Organisation et Ressources Humaines Jean DESAZARS DE MONTGAILHARD, Directeur général adjoint Stratégie et Développement ; Thomas FARRELL, Directeur général adjoint Opérations ; Jean-Jacques GAUTHIER, Directeur général adjoint Finance ; Christian HERRAULT, Directeur général adjoint Opérations ; Peter HODDINOTT, Directeur général adjoint Performance Gérard KUPERFARB, Directeur général adjoint Innovation ; Eric OLSEN, Directeur général adjoint Opérations; Alexandra ROCCA, Directrice générale adjointe Communication, Affaires Publiques et Développement Durable ; Guillaume ROUX, Directeur général adjoint Opérations ;  (Voir également les pages 96 et 97 du Document de référence 2013).
<b>2.12</b>	<b>Normes comptables utilisées pour les données consolidées</b>	Normes internationales IFRS
<b>2.13</b>	<b>Exercice comptable</b>	Du 01/01 au 31/12
<b>2.13.1</b>	<b>Date de tenue de l'assemblée générale annuelle ayant approuvé les comptes annuels de l'exercice écoulé (ou son équivalent)</b>	07/05/2014

<b>2.14</b>	<b>Exercice fiscal</b>	Du 01/01 au 31/12
<b>2.15</b>	<b>Commissaires aux comptes de l'Émetteur ayant audité les comptes annuels de l'Émetteur</b>	<p>DELOITTE &amp; ASSOCIES 185, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine Représenté par Arnaud de Planta et Frédéric Gourd</p> <p>ERNST &amp; YOUNG ET AUTRES Tour First, 1-2 place des Saisons Paris La Défense 1 92400 Courbevoie Représenté par Alain Perroux et Nicolas Macé</p>
2.15.1	Commissaires aux comptes (2012 et 2013)	<p><u>Commissaires aux comptes titulaires :</u> DELOITTE &amp; ASSOCIES 185, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine</p> <p>ERNST &amp; YOUNG ET AUTRES Tour First, 1-2 place des Saisons Paris La Défense 1 92400 Courbevoie</p> <p><u>Commissaires aux comptes suppléants :</u> BUREAU D'ETUDES ADMINISTRATIVES SOCIALES ET COMPTABLES 195, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine</p> <p>AUDITEX 1-2 place des Saisons Paris La Défense 1 92400 Courbevoie</p>
2.15.2	Rapport des commissaires aux comptes	<p>Les rapports des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux et consolidés figurent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ aux pages F-3 et F-74 du document de référence pour 2013 ;</li> <li>○ aux pages F-3 et F-77 du document de référence pour 2012.</li> </ul>
<b>2.16</b>	<b>Autres programmes de l'Émetteur de même nature à l'étranger</b>	Non
<b>2.17</b>	<b>Notation de l'émetteur</b>	Optionnel <sup>3</sup>
<b>2.18</b>	<b>Information complémentaire sur l'émetteur</b>	<p>Le 7 avril 2014, Lafarge a annoncé un projet de fusion avec le groupe suisse Holcim. Cette proposition de fusion entre égaux serait structurée comme une offre publique d'échange initiée par Holcim sur l'ensemble des actions de Lafarge, sur la base d'une parité d'une pour une. Tout actionnaire de Lafarge apportant ses actions à l'offre d'échange recevrait un nombre équivalent d'actions nouvelles de Holcim.</p>

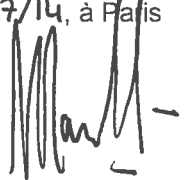
<sup>3</sup> Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas

		<p>Le rapprochement proposé est entre autres conditionné à la signature de la documentation définitive, à l'approbation des actionnaires de Holcim et à l'obtention des différentes autorisations notamment réglementaires. La finalisation de l'opération devrait intervenir au cours du premier semestre 2015 sous réserve de l'obtention des autorisations réglementaires requises.</p> <p>Le 7 juillet 2014, Lafarge et Holcim ont annoncé la signature de l'accord de fusion, scellant officiellement les termes de l'opération annoncée le 7 avril (le projet de fusion restant soumis aux consultations réglementaires et autres approbations d'usage). Par ailleurs, une liste d'actifs qui pourraient être désinvestis par Lafarge et Holcim afin d'anticiper les demandes éventuelles des autorités de la concurrence a également été annoncée.</p> <p>Pour Lafarge, cette liste intègre en Europe la cimenterie de Lafarge à Mannersdorf en Autriche, les actifs de Lafarge à la Réunion (exceptée la participation dans Ciments de Bourbon), les actifs de Lafarge en Allemagne et en Roumanie ainsi que les actifs de Lafarge Tarmac au Royaume-Uni (à l'exception possible d'une cimenterie). Aux Philippines, les sociétés dans lesquelles Lafarge et Holcim ont des participations envisagent le regroupement de tout ou partie de leurs activités, à l'exception des usines de Lafarge Republic Inc à Bulacan, Norzagaray et Iligan qui pourraient être cédées. Au Brésil, une notification sera prochainement déposée par Holcim et Lafarge auprès du régulateur brésilien pour proposer la cession d'un ensemble significatif d'actifs de grande qualité.</p> <p>Les désinvestissements proposés seront conditionnés à l'examen des autorités de régulation ainsi qu'à l'accord des co-actionnaires lorsque nécessaire. Le processus de cession se déroulera dans le respect des conditions d'information et de consultation en vigueur et dans le cadre d'un dialogue permanent avec les instances de représentation du personnel. Des discussions seront menées en parallèle avec les autorités de la concurrence et les acquéreurs potentiels. La finalisation du processus de désinvestissement sera conditionnée à la conclusion effective de l'opération de fusion entre Holcim et Lafarge.</p>
--	--	--



### 3. CERTIFICATION DES INFORMATIONS FOURNIES

Article D. 213-9, II, 3° et III du Code monétaire et financier et Article 2, dernier alinéa de l'arrêté du 13 février 1992 modifié et les réglementations postérieures

3.1	Personne responsable de la Documentation Financière portant sur le programme de Billets de Trésorerie de Lafarge	Jean-Jacques GAUTHIER Directeur général adjoint, Finance
3.2	Déclaration de la personne responsable de la Documentation Financière portant sur le programme de Billets de Trésorerie de Lafarge	<i>A ma connaissance, les données de la documentation financière sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée</i>
3.3	Date, Lieu et signature	Fait le 23/07/14, à Paris 

<b>Annexe I</b>	<b>Annexes du Dossier de Présentation Financière</b>	<p>➤ Fiche de notation Standard and Poor's</p> <p>La notation attribuée par Standard &amp; Poor's à ce programme peut être vérifiée à l'adresse internet suivante :  <a href="http://www.standardandpoors.com/home/en/us/">http://www.standardandpoors.com/home/en/us/</a></p>
<b>Annexe II</b>	<b>Annexes incluses dans la Documentation Financière (Article D. 213-9, III du Code monétaire et financier)</b>	<p>➤ Document de référence 2012  ➤ Document de référence 2013</p> <p>Le Document de référence 2013 (déposé auprès de l'AMF le 2 avril 2014) et le Document de référence 2012 (déposé auprès de l'AMF le 3 avril 2013) sont disponibles sur le site :  <a href="http://www.lafarge.com">www.lafarge.com</a>  (<a href="http://www.lafarge.fr/wps/portal/5_7_2-Rapports_financiers">http://www.lafarge.fr/wps/portal/5_7_2-Rapports_financiers</a>)</p>
<b>Annexe III</b>	<b>Annexe, le cas échéant, sous format électronique et papier</b>	

Lafarge SA  
61, rue des Belles Feuilles  
75782 Paris  
France  
Attention : Patrice Tourlière, Group  
Treasurer

12 Juin 2014

**Réf. : LAFARGE SA – EUR 3 MILLIARDS BILLETS DE TRESORERIE**

Monsieur,

Nous vous informons que Standard and Poor's Ratings Services ("Standard & Poor's") a confirmé la note d'émission court terme publique « **B** » attribuée au programme ci-dessus référencé.

La présente lettre vous autorise à communiquer aux personnes intéressées la note mentionnée ci-dessus, dans le respect des lois et règlements en vigueur, étant entendu cependant que, sauf en ce qui concerne la communication à des conseillers professionnels liés par des accords de confidentialité appropriés, cette autorisation de diffusion ne deviendra effective qu'après publication des notes sur [standardandpoors.com](http://standardandpoors.com). Toute diffusion sur un site internet par vous-même ou vos mandataires doit, le cas échéant, inclure l'analyse complète relative à la notation, y compris les mises à jour. Dans le cas où des autorités réglementaires permettent à une agence de notation de reconnaître dans un pays une note émise dans un autre pays, à des fins réglementaires, Standard & Poor's est en droit de choisir cette option et de mentionner cette reconnaissance sur le site [www.standardandpoors.com](http://www.standardandpoors.com) par un identifiant (alphabétique ou autre) accolé à la note ou par tout autre moyen.

Afin de maintenir la note, Standard & Poor's doit recevoir toutes les informations nécessaires, comme prévu par les Conditions Générales applicables. Il est entendu que Standard & Poor's s'en remet à vous-même, vos mandataires et vos conseillers quant à l'exactitude et au caractère complet et à jour des informations fournies pour l'attribution de la note et à la continuité du flux d'informations pertinentes transmises dans le cadre du processus de surveillance. Nous vous prions de bien vouloir adresser toute information par voie électronique à : [renato.panichi@standardandpoors.com](mailto:renato.panichi@standardandpoors.com). Pour les opérations relevant de la règle 17g-5 de la SEC, vous pouvez publier ces informations sur le site internet approprié. Pour toute information qui ne serait pas disponible en format électronique ou publiée sur un site internet approprié, nous vous prions de bien vouloir en envoyer un exemplaire sur support papier à : Standard and Poor's

Rating Services, Vicolo San Giovanni sul Muro, 1, 20121 Milan, Italy, à l'attention de : Renato Panichi.

La notation est soumise aux Conditions Générales annexées à la Lettre d'Engagement qui lui est applicable. En l'absence d'une telle Lettre d'Engagement et de telles Conditions Générales, la notation est soumise aux Conditions Générales ci-jointes. Les Conditions Générales applicables sont intégrées aux présentes par référence.

Nous restons à votre disposition pour toute question complémentaire. Vous pouvez également consulter notre site internet à [www.standardandpoors.com](http://www.standardandpoors.com) pour obtenir de plus amples informations sur nos critères et procédures.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.

The logo of Standard & Poor's, featuring the company name in a stylized, cursive script.

Standard & Poor's Credit Market Services Italy Srl

Contact analytique

Nom : Renato Panichi

N° de téléphone : 390272111215

## Standard & Poor's Ratings Services

### Conditions Générales de Notation

Il est convenu que :

Généralités. Les notes et autres appréciations formulées par Standard & Poor's Rating Services ("S&P") sont l'expression d'opinions et non de données factuelles. Une note ne constitue pas une recommandation d'acheter, conserver ou vendre un titre financier, ni ne représente une appréciation quant à la valeur de marché d'un titre financier, sa capacité à être vendu ou négocié sur un marché, les préférences des investisseurs ou encore son caractère approprié. S&P attribue des notes et fournit des appréciations sur la base d'informations qui lui sont transmises par les émetteurs, leurs mandataires ou leurs conseils, ainsi que de toute autre source d'information qu'il estime fiable. S&P ne conduit toutefois aucun audit et n'a aucun devoir de contrôle ou de vérification indépendante à l'égard de ces informations. Nul ne peut s'en remettre à ces informations ou aux opinions exprimées par S&P pour prendre une décision d'investissement. S&P n'est tenu à aucune obligation fiduciaire et n'intervient pas en qualité de conseiller en investissements. S&P ne fournit par ailleurs aucune recommandation quant à la manière selon laquelle un émetteur pourrait ou devrait atteindre un objectif de notation donné, ni ne fournit aucun conseil en matière financière ou de structuration.

Liberté de Décision de S&P en Matière de Notations. S&P bénéficie de la discrétion la plus absolue dans ses décisions de notation, et peut à tout moment, attribuer, revoir à la hausse comme à la baisse, suspendre, placer sous surveillance ("CreditWatch") ou retirer une note, ou encore attribuer une perspective ("Outlook") ou modifier cette dernière. S&P peut décider de prendre de telles mesures nonobstant toute demande de notation confidentielle ou privée, de retrait d'une note ou la résiliation du présent Contrat. Une note publique ne peut être convertie en note confidentielle ou privée, ni une note privée en note confidentielle.

Publication. S&P se réserve le droit d'utiliser, publier, diffuser ou autoriser des tiers à utiliser, publier ou diffuser une note attribuée en vertu des présentes, ainsi que tout rapport analytique y compris les raisons justifiant la note, à moins que vous n'ayez spécialement demandé, dans le cadre du processus initial de notation, que la note soit attribuée et maintenue sur une base confidentielle ou privée. Si toutefois une note confidentielle ou privée, ou son existence, venait à être ultérieurement rendue publique autrement qu'à l'initiative de S&P ou de toute autre entité qui lui est affiliée, S&P se réserve le droit de traiter cette note comme une note publique et pourra par conséquent prendre la décision notamment de la publier ainsi que tout rapport analytique y afférent. Les rapports analytiques publiés par S&P ne peuvent être considérés comme émis pour votre compte ou à votre demande. Nonobstant toutes stipulations contraires, S&P se réserve le droit d'utiliser, publier ou diffuser des rapports analytiques relatifs à des notes publiques ayant fait l'objet d'un retrait, quelle qu'en soit la cause, ou d'autoriser des tiers à utiliser, publier ou diffuser ces rapports. S&P peut publier à tout moment des explications concernant ses critères de notation. Aucune stipulation du présent Contrat ne saurait être interprétée comme limitant la liberté de S&P de modifier ou affiner ses critères de notation à tout moment et de la manière qu'il pourrait juger appropriée.

Informations Fournies par Vous. Tant que le présent Contrat restera en vigueur, vous vous engagez à transmettre ou faire transmettre aussitôt que possible à S&P toute information qui vous sera demandée conformément aux critères de notation de S&P applicables et publiés. La note, ainsi que son maintien, sont susceptibles d'être influencés par l'appréciation que portera S&P sur les informations que vous, vos mandataires ou vos conseils, lui aurez transmis. Vous garantisiez en outre que, à l'exception des "Informations Exclues" telles que définies ci-après, les informations que vous, vos mandataires ou vos conseils transmettez à S&P dans le cadre de l'attribution de la note ou, le cas échéant, de son suivi, ne comportent, à la date à laquelle ces informations sont transmises, aucune inexactitude ou omissions portant sur des éléments de faits significatifs de nature à rendre lesdites informations trompeuses eu égard aux circonstances dans lesquelles elles ont été transmises. Le terme "Information Exclue" désigne toute information communiquée par vos mandataires ou vos conseils à votre demande, conformément à la première phrase du présent paragraphe, et à l'égard de laquelle lesdits mandataires ou conseils ont fourni la même garantie par écrit et se sont engagés à en assumer la responsabilité à l'égard de S&P de la même façon que si vous aviez vous-même communiqué cette information au titre du présent Contrat. Tout manquement

significatif aux obligations et engagements stipulés au titre du présent paragraphe sera considéré comme un manquement significatif aux obligations résultant du présent Contrat. Dans la mesure autorisée par la loi, vous serez tenu responsable envers S&P et les entités qui lui sont affiliées de tous dommages-intérêts, pertes, responsabilité, jugements, coûts, dépenses et frais (y compris les honoraires raisonnables d'avocats) (les "Pertes") (x) effectivement encourus et résultant directement d'un manquement significatif aux obligations et engagements stipulés au présent paragraphe, en vertu d'une décision définitive rendue par une juridiction compétente dans le cadre d'une procédure vous impliquant, ou (y) effectivement encourus et résultant directement d'un recours fondé sur le non-respect ou la violation des droits de propriété intellectuelle d'un tiers dans le cadre de la transmission d'information à S&P par vous-même, vos mandataires ou vos conseils, en vertu d'une décision définitive rendue par une juridiction compétente dans le cadre d'une procédure vous impliquant. Pour écarter toute ambiguïté, il est précisé que les Pertes comprennent également toutes Pertes effectivement subies par S&P dans le cadre de procédures judiciaires antérieures dans la mesure où ces Pertes sont nées de recours de tiers contre S&P et qu'une décision définitive rendue par une juridiction compétente a établi que ces Pertes sont la conséquence directe d'un manquement significatif aux obligations et engagements stipulés au présent paragraphe, tel que précisé au paragraphe (x) ci-dessus.

Informations Confidentielles. Pour les besoins du présent Contrat, "Information Confidentielle" désigne toute information orale ou écrite que vous-même, vos mandataires ou vos conseils auriez fourni à S&P en l'identifiant de manière précise et par écrit comme "Confidentielle" (au moment où l'information est transmise ou peu après). Nonobstant ce qui précède, toute information transmise à S&P par vous-même, vos mandataires ou vos conseils ne sera pas considérée comme une Information Confidentielle, et S&P n'aura aucune obligation de la traiter comme telle, si (i) cette information était connue de S&P ou des entités qui lui sont affiliées au moment de sa transmission à S&P et S&P n'avait pas connaissance de l'existence d'une quelconque prohibition à leur divulgation, (ii) cette information était connue du public au moment de sa transmission à S&P; (iii) cette information devient connue du public (autrement qu'à l'initiative de S&P ou des entités qui lui sont affiliées) après sa transmission à S&P, (iv) cette information est révélée à S&P ou aux entités qui lui sont affiliées par un tiers après sa transmission à S&P et S&P peut raisonnablement présumer que cette révélation par ce tiers n'est pas prohibée, (v) cette information a été développée en toute indépendance par S&P ou les entités qui lui sont affiliées sans se référer à l'Information Confidentielle, (vi) cette information fait l'objet, de votre part, d'une autorisation de communication au public, ou (vii) la divulgation de cette information par S&P ou les entités qui lui sont affiliées est imposée par une disposition législative ou réglementaire. S&P est conscient du fait que la législation sur les valeurs mobilières impose certaines restrictions aux opérations sur ces valeurs en cas de détention d'informations privilégiées et a mis en place à cet effet des politiques et des procédures internes liées à la réalisation et la déclaration de telles opérations.

Utilisation des Informations par S&P. Une Information Confidentielle ne pourra pas être divulguée aux tiers par S&P sauf stipulations contraires. S&P pourra (i) utiliser une Information Confidentielle pour attribuer, revoir à la hausse ou à baisse, suspendre, mettre sous surveillance (CreditWatch) ou retirer une notation ainsi que pour attribuer ou réviser une perspective (Outlook) et (ii) partager une Information Confidentielle avec celles des entités qui lui sont affiliées exerçant une activité de notation et qui sont soumises à des obligations de confidentialité appropriées; dans chacun de ces cas, sous réserve des restrictions contenues dans les présentes, S&P et les entités qui lui sont affiliées pourront publier des informations dérivées d'Informations Confidentielles. S&P pourra également utiliser et partager une Information Confidentielle avec toute entité qui lui est affiliée ou tout mandataire exerçant une activité de notation ou de services financiers et soumis à des obligations de confidentialité appropriées (les "Affiliés et Mandataires Concernés") à des fins de recherche, de modélisation ou de *benchmarking*; dans chacun de ces cas, sous réserve des restrictions prévues dans les présentes, S&P et ces affiliés pourront publier des informations dérivées d'Informations Confidentielles. Dans le cas de notations attribuées à des financements structurés qui ne seraient pas maintenues sur une base confidentielle ou privée, S&P pourra publier des données consolidées à partir d'Informations Confidentielles à l'exception de toute information permettant d'identifier spécifiquement un débiteur donné (les "Données Concernées"). S&P pourra également partager une telle Information Confidentielle avec ses Affiliés et Mandataires pour les besoins d'une diffusion générale aux marchés de toutes Données Concernées. Vous confirmez à cet égard qu'à votre connaissance une telle diffusion n'est pas de nature à constituer un manquement à une quelconque obligation de confidentialité à laquelle vous pourriez être tenu à l'égard de tiers. S&P reconnaît que vous pourriez intenter un recours visant à obtenir une exécution en nature, une injonction ou autre modalité de réparation similaire si une Information

Confidentielle venait à être révélée en violation des stipulations des présentes. S&P et les entités qui lui sont affiliées se réservent le droit d'utiliser, publier ou diffuser ou autoriser tout tiers à utiliser, publier ou diffuser toute information transmise par vous, vos mandataires ou conseils qui ne serait pas une Information Confidentielle.

Exclusion de la Qualité d'Expert, Preneur Ferme ou Vendeur dans le Cadre de la Législation sur les Titres Financiers. S&P refuse d'être qualifié d'"expert" ou tout terme équivalent au regard de toutes législations, réglementations, recommandations ou règles applicables en matière de droit des titres financiers et décline par conséquent toute responsabilité concernant le contenu de tout prospectus et de tout document d'admission relatif à tout titre financier. S&P n'est pas un "garant du placement ou preneur ferme" d'une émission de titres (*underwriter*) ni un "vendeur" de titres financiers au sens de toute législation, réglementation, recommandation ou règle applicable en matière de droit des titres financiers. Dans le cadre de la mission que vous lui avez confiée, S&P n'a ni le rôle ni les tâches qui incombent à un "garant du placement ou preneur ferme" ni à un "vendeur" au sens de toute législation, réglementation, recommandation ou règle applicable en matière de droit des titres financiers. S&P n'intervient pas non plus en qualité de conseil en investissement au sens du code monétaire et financier, ou équivalent au titre de toute autre législation applicable, ni ne fournit un quelconque conseil en cette qualité ou de toute autre manière.

Sanctions Economiques et Commerciales. A la date du présent Contrat, (a) ni vous, ni l'émetteur (si vous n'êtes pas l'émetteur), ni vos filiales ou celles de l'émetteur, ni les administrateurs ou dirigeants sociaux de ces entités ne font l'objet de sanctions économiques et commerciales ou d'autres restrictions imposées par les Nations Unies, les Etats-Unis ou l'Union Européenne (les "Sanctions"), (b) ni vous ni l'émetteur (si vous ne l'êtes pas) n'êtes, directement ou indirectement, détenus ou contrôlés à 50 % au moins par une personne physique ou morale (la "société-mère") faisant l'objet de Sanctions et (c) à votre connaissance, aucune société contrôlée, directement ou indirectement, à 50 % au moins par votre société-mère ou celle de l'émetteur (si vous n'êtes pas l'émetteur) ne fait l'objet de Sanctions. Tant que le présent Contrat demeurera en vigueur, vous prenez l'engagement d'avertir S&P dès que possible de toute modification des situations décrites ci-dessus.

Utilisation des Notes Confidentielles et Privées par S&P. S&P pourra utiliser toutes notes confidentielles et privées dans le cadre de son analyse de la dette émise par tous émetteurs de *collateralized debt obligations* (CDO) et autres véhicules d'investissement. S&P pourra communiquer toute note confidentielle ou privée en tant que « credit estimate » ou « credit assessment » confidentiel à tout gérant de CDO ou de véhicules d'investissement similaires. S&P pourra également permettre aux gérants de CDO d'utiliser et diffuser ces « credit estimate » ou « credit assessment » de façon limitée et sous réserve de certaines restrictions; S&P n'est toutefois pas en mesure d'en contrôler l'utilisation ou la diffusion.

Intégralité des Accords. Aucune stipulation du présent Contrat ne peut avoir pour effet d'interdire à vous-même, à l'émetteur (si vous ne l'êtes pas) ou à S&P d'agir conformément aux lois et règlements applicables. Sous réserve de la phrase qui précède, le présent Contrat, y compris tous avenants conclus conformément à ses termes, représente l'intégralité de l'accord des parties concernant tous les aspects de la notation, objet du présent Contrat, étant entendu que les notes sont attribuées dans le cadre du règlement du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 sur les agences de notation de crédit. Les stipulations du présent Contrat prévalent sur toutes autres stipulations ou conditions générales relatives à toutes informations fournies à S&P par vous-même, vos mandataires et vos conseils en application des présentes, y compris notamment les conditions générales applicables aux sites internet ou à tous autres moyens par lesquels vous-même, vos mandataires ou vos conseils, mettez toute information à disposition de S&P, quelle que soit la date à laquelle ces autres stipulations ou conditions générales ont été convenues. De telles stipulations ou conditions générales sont inopposables à S&P comme étant nulles et non avenues.

Limitation de Responsabilité. (a) S&P n'accorde et ne peut accorder aucune garantie quant à l'exactitude, ou le caractère complet et à jour des informations sur lesquelles il s'est reposé dans le cadre du processus de notation ou aux résultats obtenus à partir de ces informations. S&P N'ACCORDE AUCUNE GARANTIE D'AUCUNE SORTE, EXPRESSE OU IMPLICITE, Y COMPRIS NOTAMMENT EN CE QUI CONCERNE LE CARACTERE COMMERCIALISABLE, SATISFAISANT OU ADAPTE A DES OBJECTIFS OU UTILISATIONS DETERMINES.

(b) A l'exception du cas dans lequel une décision définitive, rendue par une juridiction compétente dans le cadre d'une procédure à laquelle vous-même et S&P seriez parties, établirait que le préjudice en cause (ainsi que tous autres montants le cas échéant) résulte d'une faute lourde ou dolosive de la part de S&P, ni S&P, ni les entités qui lui sont affiliées ou ses fournisseurs, ni encore leurs dirigeants sociaux, administrateurs, préposés, actionnaires ou mandataires, ne pourront être tenus responsables à votre égard ou à l'égard des entités qui vous sont affiliées ou de toute personne prétendant exercer des recours de votre part, directement ou indirectement, en ce qui concerne : (i) toute décision que vous ou toute autre personne prétendriez avoir prise en conséquence de l'émission d'une note dans le cadre des présentes, des services analytiques fournis par S&P à cet égard ou encore sur le fondement de tout ce qui pourrait avoir été perçu comme un conseil ou une recommandation de notre part; (ii) le non respect par S&P de toute disposition législative ou réglementaire ou de toute autre règle ; (iii) toute négligence ou faute commise par S&P dans le cadre de la notation ou de tous travaux analytiques s'y rapportant; (iv) tous coûts, frais, honoraires d'avocats ou pertes directs, indirects ou incidents; (v) toute perte de revenu ou de gain, tout coût d'opportunité ou perte d'une chance, quelle qu'en soit la cause (et qu'elle soit directe ou indirecte); et/ou (vi) dans la mesure où ceci n'est pas déjà couvert par les paragraphes (b)(i) à (b)(v) ci-dessus, tous autres dommages-intérêts, actions, demandes, responsabilités, coûts, dépenses, frais d'avocats ou pertes de quelque nature que ce soit, découlant de ou liés à la notation et aux travaux analytiques y afférents (en toute hypothèse, indépendamment de leur cause, y compris en raison de toute prétendue inexactitude, erreur ou omission), et ce quand bien même ils auraient été avertis de la possibilité d'un tel préjudice (ou autres montants).

(c) Nonobstant ce qui précède, en aucune circonstance la responsabilité de S&P ne pourra excéder un montant total égal à sept fois le montant total des honoraires payés à S&P dans le cadre de la notation ayant donné lieu à la demande en réparation, dans la limite d'un plafond de 5.000.000 US\$.

(d) Les stipulations du présent paragraphe ont vocation à s'appliquer à toute action, dommage, responsabilité, coût, dépense ou perte de nature contractuelle, délictuelle ou de tout autre nature.

(e) La nullité, l'illégalité ou l'inopposabilité d'une quelconque stipulation du présent paragraphe n'affectera pas la validité des autres stipulations qui continueront à s'appliquer.

(f) Les parties ne renoncent à aucun moyen de défense, privilège ou immunité dont elles disposent en droit, notamment en vertu des lois protégeant la liberté d'expression.

Résiliation du Contrat. Le présent Contrat pourra être résilié par chacune des parties à tout moment par notification écrite adressée à l'autre partie. Sous réserve de toute stipulation expresse contraire, les présentes Conditions Générales survivront à la résiliation du présent Contrat.

Bénéfice du Contrat. Ni le présent Contrat ni la note, une fois attribuée, ne peuvent être interprétés comme conférant des droits au bénéfice d'un tiers, y compris un destinataire de la note. Il ne pourra être invoqué aucune stipulation pour autrui permettant à un tiers de bénéficier du Contrat ou de la note émise.

Opposabilité. Le présent Contrat engage les parties, leurs successeurs et ayants-droit et pourra être invoqué à leur profit.

Indivisibilité. Si une disposition quelconque du présent Contrat venait à être jugée illégale, nulle ou inopposable, les autres dispositions ne seraient pas affectées et demeureraient valables et susceptibles d'exécution de la manière la plus large permise par la loi.

Modifications Le présent Contrat ne pourra être modifié ou remplacé que par un écrit y faisant explicitement référence et portant la signature manuelle ou électronique des représentants autorisés des deux parties.

Droit applicable et Compétence. Le présent Contrat et la lettre de notation sont régis par le droit français. Les parties soumettent tout différend s'y rapportant à la juridiction exclusive du Tribunal de Commerce de Paris.